

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je prendrai avis de la question pour la transmettre au ministre des Finances.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS**L'AUGMENTATION DU TARIF-MARCHANDISES DU CN DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE—DEMANDE D'INTERVENTION DU MINISTRE**

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre des Transport. Elle se rapporte à la déclaration faite par Lorne Mitton de la Commission des transports des provinces de l'Atlantique selon laquelle le CN envisagerait une importante augmentation du tarif-marchandises et un changement aux règles de magasinage, ce qui, selon M. Mitton, va causer beaucoup de difficultés aux provinces de l'Atlantique. Le ministre est-il au courant de ces projets déplorable et quelles mesures a-t-il l'intention de prendre pour éviter ce qui constituerait la dixième augmentation du tarif-marchandises dans les provinces de l'Atlantique depuis quatre ans?

● (1440)

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas eu d'augmentation générale du tarif-marchandises dans les Maritimes. Il a pu y en avoir dans des cas précis. Je peux me renseigner pour voir dans quelle mesure il y a eu augmentation et fournir des précisions au député dans le courant de la semaine.

M. Macquarrie: Malheureusement, il y a eu des augmentations du tarif-marchandises, et le ministre n'a qu'à consulter ses dossiers s'il ne s'en souvient pas. Le ministre peut-il nous dire si cette question désagréable a été abordée au cours de ses derniers entretiens avec les premiers ministres des provinces atlantiques? Si oui, peut-il nous faire part de nouvelles agréables à la suite de ce sommet?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, la question du tarif-marchandises dans les Maritimes a été discutée avec les premiers ministres et j'attends maintenant de connaître leur réaction avant d'essayer d'en arriver à une entente quelconque.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence permet au député de Moncton de poser sa question supplémentaire, et ensuite le député d'Assiniboia pourra poser la sienne.

M. Charles H. Thomas (Moncton): Une question supplémentaire monsieur l'Orateur, pour le ministre des Transports. Étant donné la situation alarmante dont vient de nous parler le député de Hillsborough, le ministre va-t-il de nouveau consulter les premiers ministres de l'Atlantique en vue de trouver une autre formule au lieu de se borner à relever les subventions aux transports, afin de mettre au point un nouveau programme d'aide?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, nous avons déjà examiné cette solution, mais jusqu'à présent nous n'avons pris aucune décision. J'espère pouvoir trouver une formule qui permettra aux provinces atlantiques de concurrencer les autres provinces sur le marché canadien.

[M. Matte.]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LES PROJETS DU MINISTÈRE—LE RENVOI DU RAPPORT ANNUEL AU COMITÉ—LA PUBLICATION DES ÉTUDES**

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question supplémentaire au ministre de l'expansion économique régionale. Étant donné que le ministre a parcouru le pays en long et en large afin d'avoir des entretiens avec les gouvernements provinciaux, peut-il dire à la Chambre s'il est prêt à faire une déclaration à l'appel des motions et nous expliquer dans quelle voie son ministère va s'engager, ou bien est-il prêt à renvoyer le dernier rapport de son ministère au comité permanent de l'expansion régionale pour que nous puissions examiner de près toute cette question?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je serai, bien sûr, extrêmement heureux de prendre le moyen qui semble le plus approprié pour donner tous les détails sur ce sujet. En réponse à une question du député de Nickel Belt, j'ai dit que les participants étaient en train de mettre au point les premières propositions qui ont été faites et que ce ne serait pas long. Quand ils auront fini, nous pourrions alors décider de la meilleure méthode à prendre pour donner une explication complète de la question, à la Chambre ou en comité.

M. Knight: Étant donné qu'à l'occasion de l'examen de cette question, le comité permanent de l'expansion régionale et les députés se sont demandé pourquoi ils ne reçoivent pas plus de renseignements en tant que députés intéressés à la question, le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère rendra publiques les études effectuées relativement à la région des Prairies et à d'autres régions, ou si nous devons attendre que les députés les refilent à la presse?

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, j'ai souvent répété que j'étais tout à fait prêt à rendre ces études publiques et, autant que je sache, il n'y a pas d'obstacle à ce que les participants terminent leurs discussions avec les provinces. Si les études n'ont pas été publiées plus tôt, c'est seulement parce qu'en fait, elles constituent la base des discussions et qu'il n'aurait pas été opportun de les publier avant que les provinces ne les connaissent.

* * *

LA SANTÉ**DEMANDE D'ENQUÊTE SUR L'EMPLOI DE CERTAINES SUBSTANCES DANS LES BOULANGERIES**

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné la quantité de substances ajoutées au pain pour en conserver la fraîcheur, le ministre pourrait-il demander à ses fonctionnaires de faire un enquête sur les boulangeries pour s'assurer que ces ingrédients ne nuisent pas à la santé du consommateur?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je vais sûrement examiner la question.